

PRIORITÉ D'ACTION : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire en Mauricie : état de situation sommaire

- ❖ *En Mauricie, pour l'année 2017, 8,7 % des ménages ont eu besoin d'une aide alimentaire pour la toute première fois (7,4 % en 2016). Moisson MCQ aide chaque mois 29 000 personnes dont 9 620 enfants (2018) par l'entremise d'une soixantaine d'organismes qui travaillent à la sécurité alimentaire sur tout le territoire.*
- ❖ *Le visage des personnes qui utilisent les services pour assurer leur sécurité alimentaire est varié : 33 % d'enfants, 54,7 % des célibataires, 19,5 % de ménages monoparentaux.*
- ❖ *Le Bilan-Faim 2017² dénote une augmentation de la part des sources de revenus autres que l'aide sociale pour les personnes qui bénéficient des dons alimentaires. Le nombre d'utilisateurTRICES a augmenté, mais la proportion de personnes percevant de l'aide sociale a diminué. 30 % des utilisateurs ne sont pas prestataires de l'aide sociale et 10,4 % des personnes aidées ont un revenu d'emploi ou sont prestataires de l'assurance-emploi (pour la Mauricie et le Centre-du-Québec).*
- ❖ *Tous les territoires ont des déserts alimentaires. En milieu urbain, à plus de 1 km d'un commerce d'alimentation; en milieu rural à plus de 16 km. Le CIUSSS a répertorié 82 déserts alimentaires en Mauricie et au Centre-du-Québec.*

POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE?

La sécurité alimentaire constitue régionalement une priorité pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale parce que l'insécurité alimentaire est une conséquence majeure et souvent première de la pauvreté. Cet enjeu fait référence au besoin élémentaire de se nourrir qui peut concerner toutes les personnes. Il est démontré par ailleurs que l'insécurité alimentaire affecte plus particulièrement les personnes les plus vulnérables de la société, mais de plus en plus des personnes avec une situation financière précaire comme par exemple les travailleurs pauvres.

Pour les partenaires de l'Alliance pour la solidarité, la sécurité alimentaire signifie que :

1. chacunE a, à tout moment, les moyens, tant physiques qu'économiques, d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine;
2. l'aptitude de chacunE à acquérir des aliments est garantie;
3. l'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré;
4. les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur les plans personnel et culturel;
5. les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine;
6. la consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales qui sont à la fois justes, équitables et morales.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET EXCLUSION SOCIALE

Les services d'aide alimentaire de première ligne tendent à être des lieux d'intervention globale. Ils peuvent offrir aux personnes utilisatrices des possibilités de maintenir, de restaurer, de développer des liens sociaux tout en étant des espaces de mobilisation et de revendication des droits sociaux. Plusieurs organismes développent des collaborations avec d'autres ressources.

EXPÉRIENCES ET POTENTIEL D'INTERVENTION

Lors de l'édition du FQIS 2010-2015 en Mauricie, plusieurs régions et MRC ont développé des initiatives en sécurité alimentaire. Celles-ci peuvent servir d'inspiration pour l'édition actuelle de l'Alliance pour la solidarité. Des initiatives locales inspirantes ont été identifiées partout sur le territoire visant à soutenir et accompagner les personnes, les organisations et les milieux pour créer une dynamique de réseautage, consolider et développer des services, outiller et soutenir les bénévoles, élargir le pouvoir d'achat, développer des compétences, etc.

Dernière édition du FQIS

Dans différentes régions du Québec, un virage vers l'autonomie alimentaire s'est effectué – des projets agissant sur la production et la transformation alimentaire - dans la chaîne de production en utilisant les ressources des communautés (terres publiques, lots de terres municipales, etc.). En Mauricie, cette orientation était moins présente.

<p>Initiatives soutenues lors de l'édition 2010-2015 en Mauricie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Achat groupé pour les distributions alimentaires (Trois-Rivières) - Action partenariale « Se nourrir, agir et se développer » par Moisson Mauricie (Mauricie) - Aliment'Action (Haut-Saint-Maurice) - Comptoir alimentaire de Grand-Mère (Shawinigan) - Denrées solidaires (Shawinigan) - La sécurité alimentaire dans la MRC de Maskinongé (Maskinongé) - Le groupe d'achat « l'Histoire sans faim » de l'Accorderie (Shawinigan) - Les jardins populaires de quartier par la CDC (Shawinigan) - Les vendredis Cuisstots (Trois-Rivières) - Organisateur communautaire en distribution alimentaire (Trois-Rivières) - Sécurité alimentaire Des Chenaux (Des Chenaux) - Sécurité alimentaire et physique (Haut-St-Maurice) - Service de livraison pour l'épicerie collective de l'Accorderie (Trois-Rivières) <p>Pour en savoir plus: voir les pages <i>Actions d'ici</i> du site Internet du Consortium http://www.consortium-mauricie.org/actions-d-ici</p>
<p>Acteurs et collaborations potentiels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organismes communautaires mobilisés ou non au sein d'un comité territorial en sécurité alimentaire - Des lieux de concertation territoriale et régionale en sécurité alimentaire sont existants et actifs en Mauricie : <ul style="list-style-type: none"> • Comité régional en sécurité alimentaire (Consortium) • Table de concertation en sécurité alimentaire de Trois-Rivières (TCSATR) • Comité Sécurité Alimentaire Shawinigan (CSAS) • Table de concertation en sécurité alimentaire de Maskinongé (en émergence) • Comité en sécurité alimentaire du Haut-St-Maurice • Comité local en développement social des Chenaux - CIUSSS MCQ - Moisson Mauricie / Centre-du-Québec - Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie (TIR-SHV) - Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAAM) - Comités locaux en développement social
<p>Partenaires et/ou leviers financiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fondation McConnell, <u>Systemes alimentaires durables</u> - Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) - Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) - MAPAQ, Politique bioalimentaire 2018-2025; Laboratoire innovants bioalimentaires - Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAAM) - Québec en forme, 100 Degré - TIR-SHV, Plan d'action en prévention de la santé 2017-2021 - mesure 3.1 Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation

SUR QUOI VEUT-ON AGIR PRIORITAIREMENT DANS LE CADRE DE L'ALLIANCE ET COMMENT?

Les éléments énumérés dans cette section proviennent des échanges recueillis lors des ateliers du *Rendez-vous de l'Alliance* le 7 décembre 2018. Nous avons regroupé les discussions provenant à la fois de l'atelier en Sécurité alimentaire mais aussi des pistes issues des discussions d'autres thématiques. Ces éléments sont des pistes non exhaustives.

Contexte, environnement, systèmes et milieu

L'ACCESSIBILITÉ PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE À DES ALIMENTS SAINS ET DE QUALITÉ

- Accès physique : proximité des services et aliments, moyen de transport pour aller chercher la nourriture.
- Accès financier : avoir des revenus suffisants pour avoir accès à des aliments variés et de qualité.
- Accessibilité aux services : accès à l'information sur les aliments, les services, et modalités de fonctionnement.
- Accès aux denrées en lien avec le système agroalimentaire (maillage avec le milieu agroalimentaire, soutien aux initiatives visant la transformation alimentaire).

La préoccupation d'agir sur l'environnement et sur les systèmes a été soulevée par les acteurs de la région. Des actions pourraient être portées au niveau régional pour établir et développer des liens avec le milieu agroalimentaire ou agir sur la transformation des aliments et la production alimentaire.

Quelques pistes :

- Ouvrir vers d'autres partenaires (milieu agroalimentaire).
- Élargir les activités : agir sur la transformation des aliments et la production alimentaire.

Déterminants individuels et droits sociaux

L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES ET LE RENFORCEMENT DE LA DIGNITÉ DES PERSONNES

- L'enjeu de la sécurité alimentaire peut être abordé sous l'angle de l'acquisition de connaissances et de compétences culinaires et plus globalement liées aux enjeux et à la santé alimentaire.
- L'acquisition de connaissances et le développement des compétences peuvent s'avérer pertinents pour découvrir des alternatives alimentaires, et plus précisément dans un contexte de pauvreté ou de faible littéracie.

Selon l'observation des projets de l'édition FQIS 2010-2015, on constate que les milieux priorisent souvent d'agir sur les déterminants individuels « l'acquisition de connaissances, de compétences et/ou les habitudes et comportements alimentaires ». Ce choix peut s'avérer justifié, mais il a l'effet de déplacer la responsabilité du problème social en l'expliquant par des causes individuelles.

Des recherches sur l'enjeu de la sécurité alimentaire, menées avec les personnes en situation de pauvreté, conduisent à des pistes d'action visant à renforcer la dignité des personnes qui utilisent les services pour assurer leur sécurité alimentaire et tous autres services, à lutter contre les préjugés liés à leurs valeurs, leurs habitudes et leurs comportements alimentaires, à renforcer les luttes visant à revendiquer d'augmenter des revenus pour un meilleur accès à la nourriture et finalement à travailler sur les voies d'accès et la transformation des systèmes. La pauvreté étant la première cause de l'insécurité alimentaire.

Références

- Bilan-Faim, Moisson Mauricie / Centre-du-Québec
- Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, [Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire](#), mise à jour 2008. Gouvernement du Québec.
- POTVIN, L. et AL. Portrait des organismes communautaires en aide alimentaire, *Mauricie-Centre-du-Québec*. Présentation étude parcours demander de l'aide alimentaire, et après?, Chaire de recherche du Canada sur les approches communautaires et inégalités sociales, 2 novembre 2018.